



Politique fiscale

Initiative de la Jeunesse socialiste: il n'est pas question de Ferrari, ***mais, en fait, si***

11.11.2025

D'un coup d'oeil

- L'initiative de la Jeunesse socialiste met en péril les entreprises familiales suisses traditionnelles, qui font partie de notre identité nationale
- Elle anéantirait ces entreprises et inciterait les personnes fortunées à quitter la Suisse
- Le manque à gagner fiscal qui en découlerait serait très problématique pour le financement de l'État et donc pour nous tous

Non, l'impôt sur les successions des Jeunes socialistes n'a rien à voir avec les Ferrari. Il concerne les entreprises familiales et compliquerait la transmission de PME à la génération suivante, alors que celle-ci est déjà suffisamment difficile sans l'impôt confiscatoire exigé par la Jeunesse socialiste. Parmi les PME, nous avons des perles de l'économie suisse, comme les trottinettes Micro ou les biscuits Hug, connues au-delà des frontières. Ces entreprises font partie de l'identité et du patrimoine suisse. Les interviews d'entrepreneurs et entrepreneuses à la tête de PME figurant sur le site [NON à l'initiative de la Jeunesse socialiste](#) ne laissent pas la place au doute. L'«initiative pour l'avenir», comme ils l'ont nommée, impacterait l'avenir, mais celui-ci serait bien différent de ce qu'ils promettent.

C'est un débat sur les perspectives. Il s'agit de pouvoir préserver ce qui est bon et éprouvé, de le poursuivre et de le développer. Cela concerne tant des entreprises que des emplois ou la capacité d'innovation. Mais aussi, assumer des responsabilités à l'égard des collaborateurs et de l'environnement. Mettre également en place la protection du climat la plus efficace qui soit, portée par les forces du marché, souhaitée par les consommateurs et développée par les entreprises.

Initiative pour un avenir désastreux

Seulement voilà, ce n'est pas l'avenir que la Jeunesse socialiste imagine. Elle veut surtout une chose: être radicale. Son objectif premier est de tout détruire, car elle méprise tout ce qui ne cadre pas avec sa vision du monde. Son affiche de campagne le montre avec honnêteté, dans le meilleur langage visuel soviétique. Sauf que la Jeunesse socialiste analyse probablement les choses à l'envers: elle détruit ce qui existe et les personnes fortunées, saisies par la peur, lèvent les bras au ciel. Que les Jeunes socialistes fassent ce qu'ils veulent, c'est leur choix. Contrairement à l'Union soviétique à l'époque, la Suisse est un pays libre avec une démocratie et des droits populaires dont on peut se prévaloir. Mais il faut être conscient que la Jeunesse socialiste ne nous promet pas un avenir radieux. Pas pour la grande majorité d'entre nous (probablement 99%...).

Le Royaume-Uni ou l'exemple à ne pas suivre

Il suffit de tourner le regard vers le Royaume-Uni pour voir ce qui nous attend en cas de oui à l'initiative des Jeunes socialistes. En effet, cet État a introduit en avril un impôt sur les successions de 40% (et non de 50% comme le prévoit l'initiative des Jeunes socialistes). Le pays fait face actuellement à un exode des personnes fortunées. La demande de majordomes, de personnel de maison et d'agents de sécurité diminuerait déjà, avec le départ de milliers si ce n'est de dizaines de milliers de personnes. Et, selon le Financial Times, Ferrari réduirait son stock de voitures de sport en raison de l'effondrement des ventes.

Les personnes fortunées financent des prestations essentielles

La Jeunesse socialiste n'aime probablement pas les Ferrari. Ces bolides doivent représenter à peu près tout ce qu'elle considère comme allant dans la mauvaise direction dans le système actuel. On ignore quelles seront les conséquences de la fuite des capitaux et de tout ce qui s'y rapporte au Royaume-Uni. Nous pouvons être certains que les médias en parleront sous peu. Cela dit, on sait qu'une Ferrari basique coûte 300 000 francs en Suisse – si l'on veut monter en gamme, on peut atteindre 3 millions. En Suisse, l'achat d'une Ferrari finance, du seul fait de la TVA prélevée, le coût annuel moyen d'un enfant à l'école obligatoire – ou l'aide sociale versée à un ménage de plusieurs personnes pendant une année. Si on prend un modèle plus coûteux, l'achat d'un véhicule finance les rentes AVS annuelles de dix retraités ou les coûts générés par huit étudiants universitaires. Bien entendu, l'argumentaire de la Jeunesse socialiste ne dit rien de tout cela. Il y est par contre question du catastrophisme des opposants qui craignent un exode des super-riches. Ou encore qu'aucune étude ne prouverait que les gens fassent leurs valises quand on leur prend la moitié de ce qu'ils possèdent.

Le monde n'est pas parfait. Et les «riches» consomment beaucoup, avec la part d'ombre et de lumière que cela comporte. Avec les impôts qu'ils payent sur la consommation, sur le revenu et sur la fortune, ils financent une part importante de notre État. Les dommages causés à l'État par l'initiative seraient irrémédiables – et on sait que la Jeunesse socialiste aime particulièrement l'action de l'État là où elle coûte le plus: dans le domaine social. Dans les

faits, l'avenir que promet la Jeunesse socialiste serait sinistre et beaucoup plus pauvre que le présent sans cette initiative.

Non, l'initiative des Jeunes socialistes ne concerne pas les Ferrari, mais, en fait, si.



Frank Marty

Responsable du département Finances et fiscalité, membre de la direction élargie